

Unité départementale du Loiret
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 20/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRISALID SAS

651 rue de la Motte Pétrée
45770 Saran

Références : VAT20240570
Code AIOT : 0010001408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement TRISALID SAS implanté 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRISALID SAS
- 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran
- Code AIOT : 0010001408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation d'incinération dispose d'une capacité de traitement nominale de 2 fois 7

tonnes/heure à PCI 8 400 kJ/kg (avec 2000Kcal/j). Plusieurs types de déchets y sont traités : des déchets ménagers, des déchets tout venant incinérables des déchetteries, des déchets d'activités économiques, des Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et les refus du centre de tri TRISALID. • Caractéristiques du four:Les fours sont des fours à grilles mobiles (système VOLUND).L'introduction des déchets se fait par trémie via un grappin.L'injection d'air primaire se fait sous les grilles. Elle est régulée en fonction du point de consigne du four.L'injection d'air secondaire est, elle, effectuée en sortie de chambre de combustion. Elle est régulée en fonction du point de consigne de post-combustion. Une troisième injection est réalisée au niveau du four pour refroidir les réfractaires.En sortie de chaque four, on trouve une chambre de combustion, équipée de deux brûleurs d'appoints par four alimentés au gaz et dont la mise en marche dépend de la température de post-combustion dont la consigne est de 930 °C. • Caractéristiques du système de traitement des effluents gazeux:Le traitement des fumées est effectué par voie sèche.Il est constitué: • d'une dénox non catalytique via l'injection d'une solution ammoniacale en sortie du four; • d'un électrofiltre en sortie du four pour le traitement des poussières; • d'une élimination des oxydes d'azote (NO₂ et NO) présents dans les fumées par une réduction catalytique sélective (SCR) en aval de l'électrofiltre; • d'une injection de bicarbonate de sodium en amont du filtre à manches; • d'une injection de Dioxorb® (mélange de minéraux, d'argiles spécifiques, d'une faible quantité de chaux, de divers produits chimiques servant à l'absorption du mercure et d'autres métaux lourds, ainsi que de diverses concentrations en charbon actif de qualité supérieure) en amont des filtres à manches.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Évaluation	Arrêté Ministériel	/	Demande de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	périodique des conditions d'exploitation autres que normales	du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2		justificatif à l'exploitant	
19	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Surveillance en continu - HF	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 14	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
2	Entretien protection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
6	Traçabilité – Trackdéchet	Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-45.I	Susceptible de suites	Sans objet
7	Ressource en eau (incendie)	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article Article 7.6.3		
8	Ressource en eau complémentair e (incendie)	AP Complémentaire du 15/02/2023, article Article 18	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article Article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Hierarchie des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 22/05/2023, article L.541-1 II 2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	/	Sans objet
13	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Sans objet
14	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Sans objet
16	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Sans objet
18	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
Constats : <p><u>Visite d'inspection du 25/03/2022 :</u> Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur. Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22 L'étendue des mesures certifiées pour le NO₂ et le HF est plus de 1,5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF.</p> <p>La gamme complète de mesure NH₃ ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 :</u></p> <p>Le QAL1 étant de la responsabilité du sous-traitant ENVEA, nous l'avons sollicité et voici sa réponse :</p> <p>"Le QAL1 est bien effectué conformément aux normes, ce sont les gammes certifiées dans les certificats QAL1 qui ne permettent pas de répondre aux obligations normatives pour vos VLEj. Les gammes certifiées NO₂ et HF ne permettent pas de répondre à la demande de la norme NF EN 15267-3 pour le rapport Gamme/VLEj.</p> <p>Cependant, pour les NOx, ce n'est pas la gamme NO₂ qu'il faut étudier mais la gamme NO car dans l'incinération, plus de 95 % des émissions de NOx sont du NO. De plus, même des AMS avec une certification NO₂ plus basse ne sont pas suffisamment " performants" vu les niveaux de concentration très faibles réellement mesurés pour ce paramètre. Certains des AMS, installés en incinération, ne sont d'ailleurs même pas certifiés sur le NO₂.</p> <p>Cependant, la gamme NO du MIR FT ne répond pas non plus à la norme NF EN 15267-3 sur le rapport gamme/VLEj.</p> <p>Pour les gammes NO et HF, la quasi-totalité des AMS de la concurrence ne respectent pas non plus de rapport :</p> <p>HF. Comme vous pouvez le voir sur le site https://qal1.de/en/komponenten/hf.htm pour ce paramètre la totalité des AMS multi-composés possèdent soit une gamme certifiée à 3 mg/m³ comme le MIR FT ou une encore plus élevée à 5 mg/m³. Même parmi les AMS mono-composés, un seul AMS sur les 4 certifiés possède une VLE plus faible que le MIR FT.</p> <p>NO. Comme pour le HF, si on étudie les AMS proposant le même nombre de composés que le MIR FT des marques ABB, SICK, MKS, ... (https://qal1.de/en/komponenten/no.htm), aucun ne respecte le rapport 1,5 fois la VLE puisque la plus petite gamme NO est 150 mg/m³. Dans les AMS que l'on trouve aujourd'hui installés en incinération en France, un seul respecte ce critère c'est</p>

celui de la marque AP2E mais cet AMS n'est pas certifié sur le HF.

Pour les paramètres NO et HF, aucun des AMS vendus actuellement sur le marché ne permettrait de répondre aux rapports gamme/VLE. Nous nous trouvons face à une limite technique actuelle ou plutôt une limite technique par rapport à la période de certification. Lors des abaissments de VLEj, il n'est que très rarement étudié si les obligations techniques vont pouvoir être respectées que ce soit pour les AMS existants ou même les laboratoires de prélèvement.

La gamme complète de mesure NH₃ ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée.

Concernant le NH₃, il n'existe aucune obligation dans les normes pour que les gammes de mesures certifiées couvrent la VLE 1/2h.

La seule obligation similaire est sur la plage de mesure FD X43-132 de 2017

Je vous confirme que la plage de mesure du NH₃ est plus grande que les gammes apparaissant sur le QAL1 et qu'elle permet de couvrir le VLE 1/2 h."

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

L'exploitant présente bien les garanties en termes de qualité des mesures pour le NH₃.

Par contre, pour le NO₂ et HF le constat est maintenu. L'étendue des mesures certifiées pour le NO₂ et le HF est plus de 1,5 fois supérieure à la VLE jour.

Constat du 22/05/2023 (C1) : Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur

Réponse de l'exploitant en date du 06/09/2023 :

Notre sous-traitant (ENVEA) n'a pas plus d'éléments que ceux déjà transmis (voir notre précédente réponse). Il n'y a pas de solution technique et certifiée afin de respecter le rapport 1,5 fois la VLE.

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

Compte tenu de la réponse d'ENVEA, il n'est pas proposé de suite à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être tracées et

inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, les extincteurs, les trappes de désenfumage et les robinets d'incendie armés font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme extérieur compétent.

Les dispositifs de détection incendie font l'objet de contrôle semestriel par un organisme extérieur compétent.

Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement font également l'objet d'une vérification annuelle.

Constats :

NC5 du 25/03/2021 : Le système de détection incendie, les RIA et les extincteurs ne sont pas maintenus en bon état.

Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Il a été réalisé par notre prestataire SICLI, un état des lieux des matériels en place. [...].

Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de la transmission des justificatifs attestant du bon état du système de détection incendie, des RIA et des extincteurs.

Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 : Vous trouverez en annexe à ce courrier le rapport de vérification du système de détection incendie (contrôle effectué par SIEMENS) ainsi que les justificatifs (bon de commande et bon d'intervention SICLI/CHUBB) pour les extincteurs. [...]

Avis de l'inspection du 04/02/2022 : Le compte-rendu d'intervention SIEMENS pour la visite du 07/06/2021 a été fourni. Il ne mentionne pas le remplacement du détecteur de flamme S2406 du fond tunnel à déchets. Néanmoins, le compte-rendu semble préciser que les détecteurs S2406 n'ont pas été vérifiés, tout comme la caméra thermique présente en fosse.

Le bon d'intervention SICLI/CHUBB pour la remise en conformité des extincteurs du 23/07/2021 a été fourni.

Les RIA ne sont pas maintenus en bon état. La non-conformité est maintenue.

Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 :

RIA : La commande est en cours de validation et les interventions pour la remise en état des RIA sont programmées pour la mi-mars 2022 (voir le bon de commande en pièce jointe).

Détection incendie : Sur la dernière vérification en date de 29/09/2021 (voir pièce jointe), il est indiqué :

1) Deux détecteurs flamme bande transporteuse refus tri non trouvés, non testés. Ces deux détecteurs ont été complétés par une rampe de sprinklage sur l'ensemble du tapis de retour des refus de tri, ainsi que des détecteurs flammes intégrés à la centrale gérée à partir du centre de tri, cette partie n'est donc pas sans détection. De plus, la prochaine intervention de SIEMENS est programmée le 21 mars prochain, un point sera fait à ce moment là sur cette remarque.

2) Caméra thermique hors service, non testée. Cette caméra thermique était fonctionnelle, c'est l'écran qui était HS, mais le flux vidéo était bien enregistré et en cas d'alarme l'information était bien renvoyée sur la centrale SIEMENS. Cette caméra thermique a été remplacée en février 2022, pour intégrer 2 seuils de déclenchement en cas de détection, ce que l'ancienne caméra n'était pas capable d'effectuer.

Visite d'inspection du 25/03/2022 :

L'exploitant explique que les travaux sur les RIA ont été faits semaine 12. Le registre sécurité a été

visualisé. Il précise que la remise en état complète du réseau de RIA a été faite conformément au devis.

Le rapport de contrôle de la vérification annuelle des RIA du 25/03/2022 est à fournir.

Le rapport de l'intervention SIEMENS du 21/03/2022 a été fourni, il ne mentionne pas de défaut concernant les différents équipements de la détection incendie et du report d'alarme.

Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 : rapport en annexe de la réponse

Visite d'inspection du 22/05/23 :

- Le rapport de contrôle de la vérification annuelle des RIA du 25/03/2022 a bien été transmis à l'inspection (rapport CHUBB de l'intervention du 20/05/22). Un dysfonctionnement d'un surpresseur est mentionné en page 10. L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.
- A la demande de l'inspection, le rapport de contrôle des RIA 2023 a également été transmis (rapport CHUBB du 30/05/23). En page 12, il est mentionné : "Y-a-t-il besoin d'un surpresseur ? NON ; Y-a-t-il un dysfonctionnement du surpresseur ? NON Présence d'un surpresseur non vérifié ? OUI".
- Le jour de l'inspection, un "défaut système SSI "dérangement zone 17 du centre de tri" a pu être constaté. L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.

Constat (C6) du 22/05/2023 :

L'exploitant ne peut justifier d'action corrective en lien avec le dysfonctionnement d'un surpresseur mentionné dans le rapport CHUBB de l'intervention du 20/05/22 pour la vérification des RIA.

Le rapport CHUBB 2023 (rapport de vérification des RIA du 30/05/23) mentionne la présence d'un surpresseur non vérifié.

Lors de la visite, un "défaut système SSI "dérangement zone 17 du centre de tri" a pu être constaté. L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.

Réponse de l'exploitant en date du 06/09/2023 :

"Le surpresseur n'est pas en dysfonctionnement (cf rapport de vérification RIA du 30/05/2023 : "Y a-t-il un dysfonctionnement du surpresseur ? Non". La vérification est programmée d'ici la fin de l'année.

Concernant la zone 17 du centre de tri (tunnel des refus), l'entreprise DESAUTEL est intervenue, la remise en service nécessite le remplacement de 3 capteurs hors service. Les devis ont été reçus et nous allons passer la commande. La détection reste hors service dans l'attente de l'intervention mais il reste possible de déclencher manuellement le déluge dans cette zone. De plus, cette zone est aussi équipée d'une détection de chaleur."

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

- L'inspection mentionne que le rapport visualisé lors de l'inspection de 2023 mentionnait un surpresseur non vérifié donc sans certitude d'un bon fonctionnement ou non. Le rapport de vérification des RIA de 2024 daté du 26/06/2024 a été transmis à l'inspection. Celui-ci mentionne que les RIA ont tous été vérifiés et qu'ils sont en bon état.
- Remise en service de la surveillance de la zone 17 du centre de tri : l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'intervention n° 20243-007 de la société DESAUTEL relatif à la remise en service de la zone 17 daté du 21/02/2024.

La non conformité est levée. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.

Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Constats :

Visite d'inspection du 25/03/2022 :

Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22.

- Le nombre de mesures par paramètre n'est pas justifié.
- La VLE prise en considération dans le rapport QAL2 du 27/01/2021 pour le paramètre NOx n'est pas correcte (200 mg/m³ au lieu de 80 mg/m³).
- Une seule mesure a duré au moins 60 minutes pour les poussières sur la ligne 1 et 0 sur la ligne 2 (alors que 6 mesures poussières ont été faites).
- Concernant les poussières et les COV, les conclusions doivent être explicitées. La droite d'étalonnage des COV est-elle valide ? La droite d'étalonnage des poussières doit-elle être $y=x$?

Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 :

L'APAVE a été contacté et voici son retour : "la Norme NF EN 14-181 spécifie que le nombre de mesurages à réaliser dans le cadre d'un QAL2 est dépendant de la valeur attendue.

En l'occurrence 18 mesures (6 mesures par jours) doivent être réalisées sauf si la teneur attendue est inférieure à 30% de la VLE, auquel cas seules 6 mesures sont à réaliser (2 mesures par jour).

La réglementation (arrêté du 11 mars 2010 modifié) impose que dans le cas de mesures de poussières chaque mesure doit être réalisée sur 60 minutes au minimum, cela a bien été réalisé mais effectivement non noté dans le rapport.

Cas des COV : validité de la droite d'étalonnage. La norme spécifie que pour valider sans ambiguïté une droite de calibration, celle-ci doit disposer d'une pente peu différente de 1 et d'un R2 supérieur à 0,8.

Dans le cas de la droite proposée pour la ligne n°1 (analyseur titulaire et redondant) ces droites présentent bien une pente peu différente de 1, cependant le R2 est inférieur à 0,8. Le critère de variabilité de ces droites est conforme et bien que le R2 soit inférieur à 0,8 la droite proposée est

valide dans le domaine de validité indiqué.

Cas des poussières : droite d'étalonnage $y = x$. La norme NF EN 14-181 et le guide d'application GA X 43-132 spécifie que si la teneur en poussières mesurée est inférieure à 10% de la VLE, dans ce cas, la droite de calibration doit être apparentée à $y=x$, même si la droite calculée en est différente. Cela est bien spécifié dans le présent rapport QAL2 (voir section dans le chapitre "avis et interprétation" de chaque analyseur traitant du sujet).

A la date d'intervention de l'APAVE (décembre 2020), les catalyseurs étaient en place mais en cours de validation. C'est pour cela que la VLE de 200 mg/m³ n'avait pas été changée à cette date.
Ligne 2 : erreur de saisie voir APAVE

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

Au vu des réponses formulées par l'APAVE, l'inspection constate que le nombre de mesures par paramètre ainsi que les conclusions sur la validité de la droite d'étalonnage sur les poussières sont explicitées.

Le rapport QAL2 dans sa dernière version a été fourni par l'exploitant (N° DE RAPPORT : 20 507 LSO 03866 00 Q - R02 VERSION 1). Les réponses formulées par l'APAVE à la demande de l'exploitant pour faire suite aux constats formulés lors de la VI 25/03/22 n'ont pas été prises en compte dans une nouvelle version du rapport QAL2 :

- La VLE prise en considération dans le rapport QAL2 du 27/01/2021 pour le paramètre NOx n'est pas correcte (200 mg/m³ au lieu de 80 mg/m³) => p3, une VLE de 200 mg/m³ est encore mentionnée ;
- dans le cas de mesures de poussières, les mesures n'ont pas toutes été réalisées sur 60 minutes au minimum (cf. Annexe 6 - détails des résultats)
- Concernant les COV, les conclusions doivent être explicitées ; les explications données par l'APAVE après sollicitation de l'exploitant ne sont pas reprises dans le rapport QAL2 (validité de la droite d'étalonnage des COV) ; il est mentionné pour la ligne 1 (analyseur titulaire et redondant) : "Cas particulier des COV : Les réponses respectent les critères de variabilité pour le paramètre COV, cependant les essais réalisés étant très faible et sans variations, cette droite vous est donnée à titre indicatif."

Constat du 22/05/2023 (C2) : L'étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques (QAL2) n'est pas conforme à la norme NF EN 14181.

Réponse de l'exploitant en date du 06/09/2023 :

Concernant la VLE pour les NOx, à la date d'intervention de l'APAVE (décembre 2020 pour un rapport édité le 27/01/2021), les catalyseurs étaient en place mais en cours de réception.

Sans réception des équipements par l'exploitant et le constructeur, nous ne pouvions demander à avoir une VLE à 80 mg/Nm³. C'est pour cela que la VLE de 200 mg/m³ n'avait pas été changée à cette date.

Un nouveau QAL2 va être effectué en novembre 2023, ce rapport vous sera envoyé dès réception.

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports réalisés par Bureau Veritas suivants datés du 19/10/2024 :

- rapport d'essai QAL2 pour l'AMS principal de la ligne 1 ;
- rapport d'essai QAL2 pour l'AMS principal de la ligne 2 ;
- rapport d'essai QAL2 pour l'AMS redondant de la ligne 2.

Les conclusions des rapports mentionnent que "Pour les paramètres suivants, les droites obtenues sont satisfaisantes et doivent être intégrées dans les calculs de supervision : CO COVT Poussières HCl NH₃ SO₂ NO_x O₂ H₂O".

Il est également mentionné pour l'AMS titulaire des lignes 1 et 2 pour le HCl que : "le test de variabilité passe avec succès mais le coefficient de corrélation est inférieur au critère de validation. Il est donc possible que les AST futurs ne satisfassent pas aux exigences de dérive de la fonction". Ce sujet des AST futurs pourrait faire l'objet de contrôle de la part de l'inspection.

L'exploitant veillera à signaler à Bureau Véritas l'erreur de VLE prise en compte pour les NO_x dans les rapports QAL2 (200 mg/m³ au lieu de 80 mg/m³).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Constats :

Visite d'inspection du 25/03/2022 : Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22.

- La périodicité actuelle des mesures QAL3 n'a pas été fixée par retour d'expérience. La périodicité actuelle des mesures QAL3 est fixée en lien avec la périodicité de la maintenance ENVEA qui est un contrat de maintenance mensuelle depuis 2005 et qui est proposé au niveau national VEOLIA.

- L'exploitant ne dispose pas de procédures précisant la manière d'effectuer le QAL3.

- La bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO₂ ne présente pas une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE jour pour ce paramètre.

- Il n'y a pas eu de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS.

- L'exploitant doit fournir le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz.

Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 :

- Un tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz a été transmis.

- Il n'existe aucune obligation normative sur une détermination de la périodicité par retour

d'expérience. La norme EN 14181 de 2014 indique : "Les opérateurs doivent représenter graphiquement les données au zéro et en concentration à l'aide de cartes de contrôle. L'application de cartes de contrôle requiert des mesurages réguliers, dans l'idéal fréquents, au zéro et en concentration. L'intervalle de maintenance défini lors des essais de performance de l'AMS doit être utilisé comme fréquence minimale des contrôles au zéro et en concentration. Cependant, l'opérateur de l'installation industrielle peut effectuer des contrôles plus fréquents au zéro et en concentration."

- Effectivement, nous n'avons pas réalisé de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS, mais cela est une recommandation.
- Vous trouverez la procédure VEOLIA relative au QAL3.

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

- Les justifications apportées par l'exploitant sur la périodicité actuelle des mesures QAL3 et l'absence de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS permettent de répondre aux constats formulés.

- L'exploitant a bien fourni le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz.

- Concernant, la procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3, le document transmis par l'exploitant le 09/11/22 ne peut être considéré comme une procédure QAL3.

Le document intitulé "3_Protocole QAL3 ENVEA" transmis par l'exploitant le 01/06/23 détaille bien la procédure suivie par ENVEA pour les campagnes QAL3. A noter que ce document n'est pas daté et ne comporte pas de numéro de version. Cela pourrait être utile pour identifier les versions consécutives si ce document est amené à évoluer.

Par contre, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse sur le sujet de la bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO₂ qui ne présente pas une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE jour pour ce paramètre. Ce constat est maintenu.

Constat du 22/05/23 (C3) : L'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence (QAL3) ne sont pas effectués conformément aux normes en vigueur.

Réponse de l'exploitant du 06/09/2023 :

Voici la réponse d'ENVEA : "Nous utilisons actuellement une bouteille étalon de SO₂ de concentration =19,16 ppm. Une fois converti, cela nous donne une concentration en SO₂ de 54,797 mg/m³. La VLE jour est à 50 mg/Nm³. Nous avons bien une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE."

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

Au vu de la réponse fournie par ENVEA, l'écart est levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous définies avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, après leur épuration et sans préjudice des conditions fixées dans l'autorisation de déversement dans le réseau.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)

Débit maximum journalier : 100 m³/jour

Paramètre / Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés

Total des solides en suspension 500 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) (1) 1 900 mg/l

Demande biologique en oxygène (DBO5) 500 mg/l

Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) 0,03 mg/l

Paramètre / Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés

Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) 0,05 mg/l

Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) 0,05 mg/l

Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As) 0,1 mg/l

Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb) 0,2 mg/l

Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) 0,5 mg/l dont Cr6+ 0,1 mg/l

Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu) 0,5 mg/l

Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni) 0,5 mg/l

Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn) 1,5 mg/l

Chlorures (2) 40 g/l

Fluorures 15 mg/l

CN libres 0,1 mg/l

Hydrocarbures totaux 5 mg/l

AOX 5 mg/l

Dioxines et furannes 0,3 ng/l

Indice Phénol 0,5 mg/l

(1) La valeur moyenne de 1 900 mg/l est une moyenne hebdomadaire, la concentration maximale journalière étant limitée à 3 800 mg/l. Dans tous les cas, le flux maximal ne devra pas dépasser 190 kg/j.

(2) Le flux en chlorures doit être inférieur à 2 000 kg/j.

Constats :NC3 du 25/03/2021 :

Les rejets aqueux dans la station d'épuration collective ne sont pas conformes.

Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 :

Les analyses sur les rejets aqueux sont réalisées lors de prélèvements quotidiens. Les résultats de ces analyses sont obtenus sous 15 jours après le prélèvement. A l'issue de la mise en place du

nouveau bassin de recyclage des eaux, nous réaliserons un bilan sur les rejets vers la STEP.

Avis de l'inspection du 31/08/2021 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective.

Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 :

Le bassin sera opérationnel à partir de fin octobre. Nous aurons donc un premier retour d'expérience sur les résultats pour le début de l'année 2022.

Avis de l'inspection du 04/02/2022 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective (dépassements MES 18 et 19/10/2021 notamment).

Visite d'inspection du 25/03/2022 :

Des dépassements en MES ont été observés les 30/11/2021, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 26 et 28/12/2021 (jusqu'à 888 mg/L pour une VLE à 500 mg/L. D'après l'exploitant : "la mise en service du bassin de récupération des lixiviats de mâchefers devrait permettre de réduire fortement ces dépassements". La présence du nouveau bassin tampon, mis en service en février 2022, a été constatée le jour de la visite. La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur l'année 2022 dans la station d'épuration collective.

Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 :

Les résultats sont fournis tous les trimestres à l'inspection. Un bilan sera réalisé avec l'ensemble des résultats de l'année 2022.

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

D'après les rapports semestriels TRISALID 2022 transmis par l'exploitant, il a pu être constaté :

- Plusieurs dépassements sur le paramètre Indice Phénol (mars, avril et juin) ; d'après l'exploitant : « le laboratoire EUROFINs n'a pas été en mesure d'identifier l'origine de ces dépassements. Les valeurs sont repassées sous le seuil de la VLE sur les mois de juillet, août et septembre. »

- Dépassement sur les paramètres du Cadmium, Zinc pour le prélèvement de Novembre et sur le Plomb pour le prélèvement de Décembre ; d'après l'exploitant : « Ces dépassements n'ont pas été constatés sur les prélèvements des mois suivants. De plus le bassin a été complètement vidé et nettoyé fin décembre 2022, afin de s'assurer que ces dépassements soient dû à une concentration des sédiments dans le fond du bassin. »

- Dépassement MES mg/L :

- 11j de dépassement en janvier (max. 2010 mg/l pour 500 mg/l) et 10j en février (max. 1480 mg/l) ;

"La mise en service du bassin de récupération des lixiviats de mâchefers devrait permettre de réduire fortement ces dépassements, mise en service du bassin de confinement en février 2022" ;

- Mesures conforme en mars ; 6j de dépassement en avril, ces dépassements ne se retrouvent pas sur les mois suivants ;

- 7j en Décembre (max. 1090 mg/l) ; d'après l'exploitant "Saturation du bassin en boue. Curage et nettoyage du bassin programmé pour le mois de janvier 2023." D'après le rapport TRISALID du 1^{er} trimestre 2023, les mesures sont conformes depuis le curage de bassins de la STEP du 6/01/23 sur le 1^{er} trimestre 2023 à une exception près.

- Température rejet > 30° : 6 dépassements sur la période juin à août "en raison des chaleurs enregistrées" d'après l'exploitant ;

- Débit des rejets aqueux : 1 dépassement le 7/05/2022 (117,25 m³ pour 100 m³/j) "cela fait suite aux arrêts techniques des 2 lignes et à la vidange de l'ensemble des équipements " et 1 dépassement le 21/10/22 "en raison d'une forte pluviométrie sur cette journée."

Les causes probables de ces dépassements sont bien analysées et expliquées dans les rapports transmis à l'inspection.

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective.

Constat du 22/05/2023 : (C4) Dépassements répétés de la valeur limite de rejet en matières en suspension.

Réponse de l'exploitant en date du 06/09/2023 :

Sur l'ensemble de l'année 2022 nous avons eu 33 dépassements sur les valeurs des MES (sur 365 mesures effectuées). Pour l'année 2023, sur les 228 mesures effectuées, nous avons eu 18 dépassements sur les valeurs des MES.

En comparant les mêmes périodes entre l'année 2022 et 2023, nous avons eu 27 dépassements en 2022 contre 18 dépassements en 2023.

Un tableau récapitulatif avec des courbes associées est inséré en pièce jointe.

Les résultats d'analyses des MES sont en amélioration, nous sommes en cours d'analyse des périodes pendant lesquelles les MES dépassent la VLE.

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

Concernant le point de rejet N°2 :

- pour les mesures en continu (débit, pH et température), les valeurs minimales et maximales mesurées sont reportées mois par mois dans le rapport 2^{ème} semestre 2024 transmis à l'inspection : les VLE sont respectées sur la période étudiée (de janvier à août 2024) concernant le PH et la température ; le respect de la limite maximale en débit n'a pas été contrôlé (valeurs mesurées exprimées en m³/h et pas en m³/jour) ;
- pour les mesures mensuelles (métaux...), d'après le rapport 2^{ème} semestre 2024 les valeurs mesurées respectent les VLE sur la période de janvier à juillet 2024 ;
- pour les mesures en continu (MES, DCO, COT), l'inspection note une amélioration pour les MES : du 01/01/2022 au 16/08/2022 : 27 dépassements selon l'exploitant pour 18 dépassements sur la période du 01/01/2023 au 16/08/2023 (d'après la réponse de l'exploitant formulée suite au constat précédent). De plus, pour 2022, l'exploitant mentionne 33 dépassements. Pour 2023, selon les déclarations GIDAF, 25 dépassements sont comptabilisés en 2023 pour 337 mesures déclarées soit 7% des valeurs mesurées ; en majorité, ce sont des dépassements autour de 700-800 pour une VLE à 500 mg/l avec quelques pics jusqu'à plus de 2700 mg/l).

A la demande de l'inspection, la convention de raccordement avec la STEP a été transmise. Cette convention entre la communauté de commune de l'agglomération orléanaise et ORVADE daté de 2001 mentionne pour les MES une VLE de 500 mg/l sur 24h et stipule que "ces valeurs devront être respectées pour 85% des analyses. Toutefois, si ces dépassements se renouvellent trop fréquemment, il sera demandé à la Société de remédier définitivement à ceux-ci".

L'exploitant mentionne lors de l'inspection être en discussion avec la métropole sur ce sujet. Le CR de la réunion d'exploitation Orléans Métropole/ Trisolid du 18/09/24 transmis par l'exploitant mentionne effectivement que "Orléans Métropole indique que la convention de rejet doit être mise à jour. Échange de mails en cours [...]".

L'écart est maintenu. Des dépassements continuent à être récurrents en MES.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1) Le modèle de rapport d'autosurveillance trimestriel devra être revu :

- inversion des lignes min et max dans les tableaux des résultats de la surveillance des rejets aqueux pour le 2^{ème} semestre 2024 (cf. § 3.1) ;

<ul style="list-style-type: none"> débits de rejet exprimés en m³ par jour plutôt qu'en m³ par heure pour pouvoir être comparés à la valeur maximale autorisée de 100 m³/jour (cf. article 4.3.9.2 de l'AP 03/08/20) ; <p>2) L'exploitant devra veiller à finaliser les déclarations GIDAF au titre de l'année 2023 et pour l'année en cours (déclarations enregistrées à soumettre) ;</p> <p>3) L'exploitant devra être en mesure de transmettre à la préfecture une demande argumentée de modification de la VLE en MES en cohérence avec les discussions avec la métropole sur la mise à jour de la convention de raccordement à la STEP ou de fournir une étude technico-économique d'adaptation des procédés de traitement des eaux avant rejet permettant de respecter les limites actuelles en MES.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Traçabilité – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-45.I
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 22/05/2023 :</u></p> <p>L'inspection a pu consulter les bordereaux de déchets dangereux (DD) issus de Trackdéchets ("fiche inspection" DD entrants et sortants de TRISALID du 16 mai 2022 au 16 mai 2023) : 67 bordereaux DD émis, 56 DD reçus, 2 092 bordereaux DASRI reçus et 2 émis. L'utilisation de Trackdéchets par l'exploitant pour l'édition des bordereaux de suivi de déchets est effective. Par exemple, des bordereaux relatifs au "mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures" sous le code déchets 13 05 08* a bien été édité dans Trackdéchets (tonnage cumulé de 3,16 tonnes).</p> <p>Par contre, les boues de curage de la STEP interne (curage effectué à partir du 6/01/23 selon le rapport TRISALID du 1^{er} trimestre 2023 transmis à l'inspection) n'ont pas fait l'objet d'un bordereau électronique dans Trackdéchets selon le code déchet adéquat.</p>

Constat (C5) : Absence de bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets) pour les boues de curage de la STEP interne.

Réponse exploitant du 06/09/2023 : en attente de la réponse de la société SOA qui gère la collecte et le traitement des déchets.

Visite d'inspection du 22/10/2024 : le bassin de la STEP interne a été de nouveau vidé fin 2023. Le bordereau de suivi de déchet (BSD) correspondant a été présenté par l'exploitant : BSD-20240104-J4N26H970 pour des « BOUES DE STEP » sous le code 13 05 02* (transporteur et entreposage intermédiaire SOA à Chaingy, destination finale SECHE à Changé). Les déchets ont été réceptionnés par SOA le 19/02/2024.

L'utilisation de Trackdéchets est effective. Pas d'écart constaté.

A noter que le code associé aux boues de STEP à utiliser pour les BSD est à changer pour les prochains BSD : le code 13 05 02* concerne les boues du séparateur hydrocarbure. Il s'agirait d'utiliser plutôt le code 19 08 11* "boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles" par exemple.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ressource en eau (incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article Article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention – Ressource en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de quatre poteaux incendie privés devant délivrer individuellement un débit minimal de 120 m³.h⁻¹ sous 1 bar ;
- de deux cuves de 780 m³ chacune, sur lesquelles est branché un groupe motopompe destiné à l'alimentation des sprinklers et des canons d'aspersion sous mentionnés ;
- d'une protection par sprinkler sous eau dopée du centre de tri ;
- d'une protection par deluge du convoyeur de retour des refus du centre de tri vers la fosse de l'usine et de la presse à balle du centre de tri ;
- d'une protection par 2 canons d'aspersion de la fosse de déchets de l'usine ;
- d'une protection par sprinkler du GTA de l'usine ;

- d'un rideau d'eau protégeant les vitres du local GTA ;
- de robinets d'incendie armés en nombre suffisants disposés dans le bâtiment de tri de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ;
- d'un système de détection automatique d'incendie dans le centre de tri ;
- de robinets d'incendie armés disposés au sein de l'usine d'incinération et, notamment dans le hall de déchargement, à proximité des trémies d'admission des déchets dans le four... ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement repartis dans l'établissement ;
- d'une rampe d'aspersion présente au niveau de la vitre du pontier au-dessus de la fosse de déchargement ;
- d'une buse d'aspersion par trémies d'enfournement ;
- d'une rampe d'aspersion au niveau de la zone de dépotage de l'eau ammoniacale et au niveau de la zone de stockage de l'eau ammoniacale. Dans la zone de stockage d'ammoniaque, un dispositif de détection de NH₃ est implanté judicieusement et en cas de déclenchement, des reports d'alarme sont perceptibles en salle de quart ;
- d'un mur coupe feu localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours ;
- d'un ensemble de murs coupe feu dans le centre de tri tels qu'indiqués en Annexe I ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

Observations D2 du 25/03/2021 : Les bons de réception attestant de l'achèvement complet du mur coupe-feu de la fosse à déchets de l'UVE et des canons incendie de la fosse sont à fournir.

Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Les travaux incendie de la fosse à déchets de l'UVE sont actuellement en cours. A l'issue de ces derniers, nous vous ferons parvenir les bons de réception de travaux attestant l'achèvement. Les travaux du mur coupe-feu sont programmés au 4 trimestre pendant l'arrêt technique de l'usine.

Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux.

Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 : Les justificatifs de réception de ces deux équipements sont compris dans la réception de lots travaux. Il faut que l'ensemble des travaux d'un lot soit fini pour que le justificatif nous soit envoyé. Nous vous fournirons les justificatifs dès réception.

Avis de l'inspection du 04/02/2022 : La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux.

Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 : Le mur coupe-feu a été construit pendant l'arrêt technique de septembre 2021. Les canons ont été installés en juillet 2021. Vous trouverez le PV de réception du lot de canons incendie en pièce jointe. Concernant le mur de fosse, le PV de réception n'a toujours pas été formalisé en dépit de plusieurs relances de nos sous-traitants.

Visite d'inspection du 25/03/2022 : Lors de la visite, il a été constaté la présence du mur permettant d'augmenter la capacité de la fosse, du canon visible depuis la salle de quart ainsi que du flocage coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours. Le certificat Uxello du 08/07/2021 pour la mise en service des canons incendie a été visualisé. La fiche d'intervention du 17/02/2022 de Alarme Centre Loire, relative à la mise en service d'une caméra feu et d'un enregistreur a été fournie. L'exploitant a expliqué ne pas encore procéder à des tests réguliers de ces équipements. Les formations des agents sont en cours. Pour mémoire, les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. Le PV de réception du nouveau mur coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours est à fournir.

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et les résultats de tests réguliers de la caméra feu et de l'enregistreur ;
- Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et les résultats de ces vérifications ;
- Le PV de réception du nouveau mur coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours a bien été transmis par l'exploitant à l'inspection.

Constat du 22/05/23 : (C8) L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et les résultats de tests réguliers de la caméra feu et de l'enregistreur et de la vérification annuelle des systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement.

Réponse de l'exploitant du 06/09/2023 :

Un planning de test des canons de fosse et de la couronne de refroidissement est mis en place depuis le mois de mai, vous trouverez un extrait du rapport de quart en pièce jointe à ce courrier. Pour le test de la caméra thermique, nous sommes à la recherche d'une société en capacité de réaliser ce contrôle.

Visite d'inspection du 14/10/2024 :

- Concernant les tests des canons de fosse et de la couronne de refroidissement, le planning des tests a été visualisé : vérifications programmées à une fréquence mensuelle. La planification de ces tests est intégrée dans le système de gestion de maintenance de l'installation. Les derniers tests ont été réalisés en août et septembre 2024 (ordre de travail n°2623923 et 2640947).
- Concernant le test de la caméra thermique, celui-ci a été réalisé le 20/11/2023 par la société PROMAT sécurité (bon d'intervention n°5006146610 du 16/10/2023 signé) : le fonctionnement de la caméra thermique est mentionné comme conforme.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ressource en eau complémentaire (incendie)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article Article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention – Ressource en eau complémentaire

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2023

Prescription contrôlée :

L'article 7.6.3. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 est complété par les dispositions ci-dessous :
 "A compter de la signature du présent arrêté, les ressources en eau sont adaptées aux besoins en eau (scénario d'incendie le plus défavorable) notamment par rapport au centre de tri. Le volume nécessaire minimum pour le centre de tri est de 540m³ sur 2 heures.

Si les besoins en eau sont définis en prenant en compte le compartiment coupe-feu entre les différentes zones du centre de tri (amont/process/aval), le caractère coupe-feu de ce dernier doit

être justifié et maintenu fonctionnel."
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 22/05/2023 :</u> Selon l'exploitant, des échanges ont eu lieu avec le SDIS sur cette question des ressources en eau complémentaire et un appel d'offre a été lancé pour la réalisation de travaux. L'exploitant a transmis la réponse UXELLO à l'appel d'offre de TRISALID sur des travaux à réaliser sur l'installation de protection incendie à savoir la création d'une réserve incendie de 300 m³ (offre de prix UXELLO n°CE/22/0/102-1259v2 du 18 mars 2023). L'inspection note les démarches engagées pour la création d'une réserve supplémentaire de 300 m³ en plus des poteaux incendies existants mais constate que les ressources complémentaires ne sont toujours pas à ce jour disponibles. L'inspection attend un engagement en termes de délai pour les travaux. Constat (C7) L'exploitant ne peut justifier du volume nécessaire de ressource en eau de 540 m³ sur 2h pour la protection incendie du centre de tri. <u>Réponses de l'exploitant du 06/09/2023 :</u> Avant de pouvoir passer commande auprès du fournisseur, nous avons dû obtenir l'accord du client, propriétaire du site. Cet accord est intervenu au mois de juillet. La commande est en cours de validation. L'installation de la cuve nécessite aussi un permis de construire qui est en cours d'instruction. Nous avons comme objectif que la cuve soit en place d'ici la fin de l'année. <u>Visite d'inspection du 22/10/2024 :</u> La fiche du SDIS datée du 21/10/2024 mentionne la mise en service d'une réserve de 300 m³ le 20/06/2024. L'inspection a pu constater lors de la visite de l'installation la présence effective de cette réserve.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article Article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance état de la chaudière
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

Visite d'inspection du 22/05/2023 :

En ce qui concerne les chaudières et fours :

- Selon l'exploitant, l'épaisseur des chaudières est mesurée annuellement pour contrôler l'usure des parois.

- En ce qui concerne les fours, les murs du four (ligne 1) se sont effondrés 2 fois (fin 2021 et 2022) :

--- Premier effondrement des murs latéraux fin 2021 avec un arrêt de la ligne 1 jusqu'au 14/01/22 ; selon exploitant, cela est dû à une surchauffe du four (PCI trop important) ;

--- Deuxième effondrement de la voute droite (murs latéraux) et casse au niveau du système d'ancrages (réparation en urgence).

En prévision de nouvelle casse, l'exploitant a demandé un devis au prestataire AetC Process pour être accompagné dans la sélection de matériaux réfractaires adaptés (vu devis n°PR2207-0125 du 06/07/2022 de AetC Process).

L'exploitant a transmis à l'inspection l'état de la commande 02/U487/ACPROC/ACCOREF/22/11/4506/4541 (date de création 22.11.2022) pour AetC Process. Cette commande à la date du 30 novembre 2022 a un statut "à valider" par TRISALID.

Constat (C10) : L'exploitant n'a pas finalisé les actions engagées pour se prémunir de nouveaux effondrements de paroi de four (nouveaux réfractaires).

Réponse de l'exploitant du 06/09/2023 :

Nous ne comprenons pas votre remarque car, comme expliqué en inspection, l'entreprise AC process nous accompagne techniquement sur le choix des matériaux réfractaires du four depuis juillet 2022. Les nouveaux matériaux spécifiés par AC Process ont été livrés pour l'arrêt technique de mars 2023. Au regard de l'état des murs des fours, il n'a pas été nécessaire de procéder à des remplacements. Nous ne sommes donc pas d'accord avec le constat présenté dans votre rapport d'inspection.

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

L'inspection ne conteste pas que des actions ont été engagées mais précise qu'à la date de la visite d'inspection les actions n'étaient pas finalisées.

Les murs du four (ligne 1) se sont effondrés 2 fois (fin 2021 et 2022). Selon l'exploitant, au regard de l'état des murs, il n'était pas nécessaire de procéder à des remplacements lors de l'arrêt de mars 2023. Depuis, un arrêt non programmé de la ligne 1 a eu lieu le 9 octobre 2023 suite à une nouvelle perte de briques réfractaires sur le mur latéral du four.

Les nouveaux réfractaires sélectionnés suite à l'étude menée ont été mis en œuvre en mars 2024 dans le four de la ligne 1 (vu l'ordre de travail n°2555670 daté du 28/02/2024 adressé à la société CTIO pour une intervention débutée le 04/03/2024 qui a duré 3 semaines).

L'exploitant précise que l'état des fours est regardé à chaque arrêt de ligne et que c'est un point de vigilance pour l'exploitant. De plus, l'exploitant mentionne qu'une réunion sur la stratégie de la ligne 2 va avoir lieu à très court terme. Un REX sur la mise en place des nouveaux réfractaires sur la ligne 1 est également prévu par l'exploitant.

L'écart est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Hiérarchie des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article L.541-1 II 2
Thème(s) : Risques chroniques, Détournement de flux de déchets en ISDND
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...]</p> <p>2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :</p> <p>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</p> <p>b) Le recyclage ;</p> <p>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</p> <p>d) L'élimination ;</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 22/05/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a annoncé lors de la CSS du 22/05/2023 un détournement pour gérer le flux de déchets à hauteur de 11 500 tonnes dont plus de 5 000 tonnes envoyées à l'ISDND de Bucy Saint Liphard. L'exploitant explique que les exutoires choisis pour ces flux détournés sont dictés par des considérations d'ordre environnementales, logistiques et économiques.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces flux ne pouvaient pas être valorisés dans une autre installation dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets. Le principe de proximité doit également être pris en considération pour les choix des exutoires en cas de détournement de déchets.</p> <p>Constat (C9) : L'exploitant doit justifier qu'il respecte la hiérarchie de la gestion des déchets.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 06/09/2023 :</u></p> <p>Pendant les périodes d'arrêt de l'usine, nous avons privilégié l'envoi des ordures ménagères sur les autres UVE de la région. Les déchets provenant des déchetteries ne pouvant pas être admis en UVE ont été envoyés vers un exutoire de proximité à l'ISDND de Bucy St Liphard (9km de l'UTOM).</p> <p><u>Visite d'inspection du 22/10/2024 :</u></p> <p>L'inspection a pu consulter les éléments présentés en CSS sur les tonnages détournés lors des arrêts techniques ou pannes en 2023. L'inspection note l'effort fait pour respecter la hiérarchie des modes de gestion des déchets avec plus de 75% des déchets ménagers et DASRI envoyés en incinération et seulement 629 tonnes de déchets ménagers détournés vers une l'ISDND de Saint Hilaire de Court.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Vu la "fiche établissement" faisant état pour l'année 2023 des télédéclarations faites au RNDTS

par l'exploitant (fiche éditée à partir du portail Mon AIOT dont l'accès est réservé à l'inspection).
Ont ainsi été déclarées au RNDTS :

- 90 966,72 tonnes entrantes de déchets non dangereux (DND) dont 83 980 tonnes de déchets municipaux en mélange sous le code 20 03 01 ;
- 1 645,86 tonnes sortantes DND dont 1 639,56 tonnes de cendres sous chaudière (19 01 16)

Les mâchefers envoyées sur la plateforme mâchefer (AIOT n°08295) ne sont par contre pas télédéclarées au RNDTS.

Le registre des déchets sortants n'est pas intégralement versé au RNDTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation

Prescription contrôlée :

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :

1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;

2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;

- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;

- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.

<p>Constats :</p> <p>L'installation est autorisée à exploiter 2 fours à 7 t/h, activité classée sous la rubrique 3520 (cf. APC 15/02/2023 - article 3).</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté du 12/01/2021 sont donc bien applicables.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Mesure en continu du mercure:</p> <p>Le rapport trimestriel du 2^{ème} trimestre 2024 fait état des moyennes mensuelles en Hg en condition NOC (cf. tableau de suivi L1 et L2 en page 4).</p> <p>De plus, en salle de quart le jour de l'inspection, le suivi du Hg en continu a pu être constaté avec des valeurs instantanées relevées de 0,6 microg/Nm³ sur la ligne 1 et de 0,12 sur la ligne 2.</p> <p>Compteur d'indisponibilité du disponibilité de mesure en continu du mercure :</p> <p>Le compteur a été visualisé en salle de quart sur le "PC DREAL". Le jour de l'inspection, il s'élève à 3h30 pour la ligne 1 et 1h30 sur la ligne 2 cumulées pour l'année 2024.</p> <p>Pour rappel, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année et ce temps est à apprécier pour l'ensemble des installations autorisées par l'arrêté préfectoral (par site, et non par ligne).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm ³ . (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme. Constats : <ul style="list-style-type: none">• PBDD et PBDF : La surveillance des PBDD/PBDF est obligatoire pour les installations d'incinération d'ordures ménagères car ils sont dans l'impossibilité de démontrer l'absence de déchets bromés. L'inspection a pu consulter le rapport de Bureau VERITAS transmis par l'exploitant « Mesures des émissions atmosphériques Contrôle réglementaire 2024 - Semestre 1 » qui fait état des analyses de PBDD et PBDF sur les prélèvements réalisés le 17 avril 2024 sur les lignes 1 et 2.• PCB de type dioxines : Vu les rapports du Bureau Veritas mentionnant les mesures de PCB de type dioxine sur les cartouches du mois d'avril, mai et juin 2024 pour les lignes 1 et 2. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions),

l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

- **Mesures en conditions OTNOC :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports journaliers des mesures du 20 janvier 2024 sur la ligne 2 en conditions NOC et OTNOC et ceux du 24 mars 2024 pour la ligne 1. A noter que, selon le rapport trimestriel, le 20/01/2024 sur la ligne 2, un dépassement en HCl en moyenne demi-heure a eu lieu en lien avec un bourrage de stockage bicar : "ce bourrage a occasionné une régulation instable et une injection de réactif ne permettant pas le traitement des gaz de combustion". Une incrémentation du compteur OTNOC de 1 min 50 en cumulée en fin de journée est bien reportée dans le rapport journalier du 20 janvier - ligne 2 mais ce temps n'est pas reporté dans la colonne "Temps OTNOC".

De même, sur la ligne 1, le 24/03/2024, le compteur OTNOC est bien incrémenté de 39 minutes et 40 secondes mais le temps OTNOC n'est pas reporté dans la colonne recensant le temps OTNOC par demi-heure.

L'inspection n'est ainsi pas en mesure de contrôler la mesure des émissions en conditions OTNOC ne pouvant pas identifier sur quelles demi-heures les conditions basculent en OTNOC.

- **Emissions au démarrage et à l'arrêt de l'installation :**

Les mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, seront réalisées lors d'un prochain arrêt planifié selon l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'élaboration des rapports journaliers doit être revue (recensement du temps OTNOC demi-heure par demi-heure). L'inspection sera alors en mesure de contrôler la mesure des émissions en conditions OTNOC lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité

d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

- **Plan de gestion des OTNOC:**

Le plan transmis par l'exploitant contient la liste des risques de OTNOC avec l'identification des causes et des conséquences potentielles.

L'examen des OTNOC suivis par le système d'exploitation est réalisé tous les jours lors des échanges avec les chefs de quart (discussions autour de l'incrémentation du compteur OTNOC et du type d'OTNOC).

- **Compteur OTNOC :**

Les compteurs OTNOC sont bien en place et comptabilisent à fin septembre : 5,3 h de OTNOC pour la ligne 1 et 53,8 h pour la ligne 2.

La question de l'incrémentation du compteur OTNOC lors des arrêts d'urgence a été remontée au ministère (en attente de retour à ce jour).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en : [...]

- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;

- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

- **Etablissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques :**

un système de maintenance préventive (GMAO) est en place ; tous les équipements font l'objet ainsi d'un plan de maintenance avec une fréquence dédiée (en général hebdomadaire selon l'exploitant).

- **Surveillance et enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées :**

Voir point de contrôle n°15 "surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales".

- **Evaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC et mise en œuvre de mesures correctives :**

L'exploitant est en cours de réflexion sur le sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra être en mesure de présenter lors d'un prochain contrôle le suivi de l'évaluation des émissions survenant lors de OTNOC et des mesures correctives le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats :

Vu le rapport trimestriel du 2^{ème} trimestre 2024 qui fait état dans le « tableau de suivi L1 et L2 » des dépassements VLE 24 heures pour les mois de janvier à juin 2024 en conditions NOC pour les mesures en continu : un unique léger dépassement de la VLE jour est à noter, à savoir un

dépassement sur la ligne 1 en HCl le 24/03/24 (moyenne journalière à 10,66 pour une VLE à 8 mg/Nm³) ; aucun dépassement sur la ligne 2.
Pour la mesure du HF, voir le point de contrôle n°20.

Pour le respect des VLE PCDD/PCDF, le rapport Bureau Véritas (n°14409660_24_1 rev 0 rédigé le 30 juillet 2024) reportant les résultats des analyses sur cartouches des dioxines des lignes 1 et 2 pour les mois de janvier à juin 2024 a été consulté : les VLE sont respectées (valeurs moyenne mesurées < 0,036 ng I-TEQ/Nm³ quelle que soit la ligne considérée ou la période d'échantillonnage considérée sur la période étudiée pour une VLE de PCDD/PCDF à 0,08 ng I-TEQ/Nm³ sur la période d'échantillonnage.

Pour le respect des VLE métaux, l'inspection a pu consulter le rapport de Bureau VERITAS transmis à l'inspection « Mesures des émissions atmosphériques Contrôle réglementaire 2024 - Semestre 1 » qui fait état de mesures métaux (prélèvements les 16 et 17 avril 2024). Les valeurs moyennes sur la période d'échantillonnage réalisées sur les 2 lignes respectent les VLE fixées à

- Cd+Ti : 0,02 mg/Nm³ en moyenne sur la période d'échantillonnage
- Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : 0,3 mg/Nm³

Pour mémoire, l'exploitant en lien avec les nouvelles obligations de respect des VLE en condition NOC notamment doit veiller à transmettre l'ensemble des données d'autosurveillance attendues pour permettre le contrôle du respect des VLE (dépassement des VLE en moyenne demi-heure, en moyenne journalière, en condition NOC ou R-EOT selon les cas, en flux selon l'article 10 de APC du 15/02/2023).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduares respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

Les VLE eaux industrielles issues de l'arrêté ministériel de 2021 ne sont pas applicables pour le volet "eau de process d'épuration des fumées" considérant que le procédé utilisé est un procédé à sec (pas de rejet liquide).

L'exploitant devra démontrer que les rejets aqueux (point de rejet n°2) ne sont pas concernés par ces nouvelles VLE pour le volet "effluents provenant du traitement des machefers" considérant que des rejets aqueux provenant de la plateforme machefer (exploitation jouxtant l'UVE) sont

acheminés vers le réseau de gestion des eaux de TRISALID. L'exploitant devra démontrer que son installation n'est pas soumise à cette nouvelle prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Surveillance en continu - HF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure HF
Prescription contrôlée : A compter du 3 décembre 2023, le programme de surveillance des rejets atmosphériques est le suivant : [...] Fluorure d'hydrogène / mode de mesure par l'exploitant : mesure en continu [...]
Constats : Selon l'exploitant, le HF n'est pas mesuré en continu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit être en mesure de justifier la raison pour laquelle le HF n'est pas mesuré en continu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois